



## Les conditions de logement en France des populations à bas revenus et modestes

*Opale Echegu, chargée d'études, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale ONPES, France*

Alors que les conditions de logement se sont globalement améliorées, en France, depuis les années 1970, des difficultés persistent, voire s'accroissent, dans le bas de la distribution des niveaux de vie.

Si l'élévation des standards de confort a profité à l'ensemble de la population, elle s'est en partie traduite par une forte hausse du coût du logement pour les ménages les plus pauvres. Sans doute favorisée par l'urbanisation croissante de cette fraction de la population, cette augmentation n'a pu être suffisamment endiguée par les aides au logement. De plus, la nette homogénéisation du niveau de confort des logements ne doit pas masquer le maintien d'inégalités significatives liées aux revenus. Les ménages à bas revenus rencontrent et cumulent davantage de problèmes de logement que les autres ménages. Ils vivent notamment plus souvent que les autres dans des logements surpeuplés, bruyants et de moindre qualité et se déclarent moins satisfaits de leurs conditions de logement.

Or, ces diverses manifestations du mal-logement ne sont pas sans conséquence sur les conditions d'existence des personnes à faibles ressources. L'accroissement du poids des dépenses de logement dans le budget des ménages entraîne mécaniquement une diminution de leur reste à vivre qui peut les exposer à un risque d'impayés ou les conduire à des comportements de privation. Par ailleurs, les conditions de logement dégradées contribuent indirectement à accroître un risque de transmission intergénérationnelle de la pauvreté.